

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

Modalités de publication de l'information durable : l'IFAC partisan d'une approche par blocs

L'IFAC met en ligne une version révisée de l'approche par « blocs constitutifs » (Building blocks) à utiliser pour la publication de l'information durable. Cette nouvelle version améliore la feuille de route publiée en septembre 2020, « The Way Forward », dans laquelle l'IFAC appelait à la mise en place d'un Conseil chargé de l'élaboration des normes sur le développement durable, placé aux côtés de l'IASB dans le cadre de l'IFRS Foundation (Cf. Newsletter DIPAC au 11 décembre 2020).

L'IFAC souhaite encourager le débat sur la façon dont cette approche est en mesure de répondre à la demande croissante et urgente exprimée par les investisseurs, les décideurs politiques et les régulateurs, de disposer d'un système de reporting produisant des informations uniformes, comparables, fiables et pouvant donner lieu à une assurance, et qui soit pertinent pour la création de valeur de l'entreprise, le développement durable et les attentes évolutives des parties prenantes. L'IFAC est favorable à l'hébergement de ce conseil de normalisation au sein de l'IFRS Foundation, qui est en mesure d'assurer la coordination et l'harmonisation du reporting et de constituer un socle de référence pour l'information durable d'importance significative pour la valeur de l'entreprise. L'IFRS Foundation a proposé des amendements de ses statuts en vue de la mise en place d'une telle structure et l'IFAC encourage les parties prenantes à se prononcer sur cette éventualité.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse - 6 mai 2021

La génération Z, catalysatrice de changement, mais incertaine sur le rôle de l'entreprise

Un nouveau rapport de l'ACCA et de l'IFAC, intitulé « Groundbreakers: Gen Z and the Future of Accountancy », explore les points de vue de jeunes professionnels et d'étudiants sur la finance et la comptabilité. Il porte sur 9 000 personnes entre 18 et 25 ans et révèle ce qui constitue leurs principales préoccupations : la sécurité de l'emploi, le bien-être et la santé mentale. Tandis qu'ils se montrent largement convaincus que les entreprises exercent un impact positif sur la société dans son ensemble (69 %), ils considèrent qu'il existe encore une large marge d'amélioration possible de la part de ses chefs de file. Pour eux, la comptabilité offre des possibilités de carrière attrayante, dotée de perspectives à long terme, susceptible d'offrir des postes d'envergure internationale et dans tous les secteurs d'activité, mais cette génération Z s'interroge sur l'intégrité de l'entreprise.

Ses membres considèrent que les entreprises continuent de prioriser la maximisation des rendements pour les investisseurs (66 %), au détriment de l'attention aux clients (53%) et aux salariés (47%). Ils sont par ailleurs peu convaincus que les chefs d'entreprises soient intègres et fassent ce qu'ils disent (41 %), et encore moins nombreux à considérer que les entreprises font effectivement leur maximum pour lutter contre le changement climatique (39%).

Pour l'ACCA et l'IFAC, les conclusions de cette recherche sont utiles aux employeurs, quel que soit leur secteur d'activité, et notamment à la profession comptable, dont l'objectif est de créer une valeur durable pour les entreprises, tout en servant l'intérêt général.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse - 5 mai 2021

Conseil international des normes d'audit (IAASB)

L'IAASB sonde ses membres sur le contenu de son programme stratégique pour 2022-2023

L'IAASB sollicite les commentaires des participants sur son programme de travail 2022-2023, qui est axé sur ses objectifs stratégiques pour la période 2022-2023 et est façonné en vue de servir l'intérêt général, en s'attachant à comprendre ce qui est important pour ses parties prenantes. Les réponses doivent être déposées directement en ligne d'ici le 5 août 2021.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IAASB - Communiqué de presse - 6 mai 2021

L'IAASB ajuste son programme de travail 2021

A l'issue de consultations avec le Public Interest Oversight Board, l'IAASB met en ligne une nouvelle version de son programme de travail 2021, qui se substitue à la version publiée en février 2021. Ce programme de travail a été modifié afin d'intégrer l'impact de la pandémie de Covid-19, tant sur le fonctionnement du Board que sur la capacité des parties prenantes à mettre en œuvre les nouvelles normes et à prendre part à la procédure opératoire de l'IAASB. Le nouveau programme priorise la finalisation dans les délais de deux documents d'intérêt général majeurs :

- la révision d'ISA 600 - audit des comptes de groupe (décembre 2021) ;
- la mise en consultation d'un projet de norme sur l'audit des entités peu complexes (juin 2021).

Selon le nouveau calendrier, la publication des propositions concernant la fraude et la continuité de l'exploitation, ainsi que le projet d'ISA 500 (Éléments probants), est prévue pour septembre 2022.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IAASB - Communiqué de presse - 5 mai 2021

L'IAASB actualise son référentiel d'activités

L'IAASB met en ligne une mise à jour de son Référentiel d'activités, qui décrit les procédures et les modalités opératoires mises en œuvre en vue de perfectionner ses activités de normalisation et ses autres activités connexes. L'IAASB a élaboré ce référentiel en vue de soutenir un processus de normalisation plus souple. Le référentiel garantit par ailleurs plus de transparence sur les activités prioritaires, au-delà de la procédure opératoire officiellement approuvée. Il présente les différents composants au sein de la procédure opératoire, qui permettent de faire progresser les sujets dans le cadre du programme de travail de l'IAASB.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IAASB - Communiqué de presse - 4 mai 2021

La gestion de la qualité en vidéo

Une nouvelle vidéo présente la série de normes sur la gestion de la qualité, élaborées par l'IAASB, en vue de renforcer et moderniser l'approche du cabinet d'audit en matière de gestion de la qualité.

La vidéo présente les considérations devant animer les cabinets qui se préparent à mettre les normes en application : ce qui peut être conservé des systèmes en place, le temps et les ressources nécessaires, leur impact sur le cabinet dans son ensemble et les différentes façons d'aborder leur mise en œuvre. La vidéo insiste sur la nécessité pour les cabinets de commencer à se préparer tôt à leur mise en œuvre. Pour mémoire, les trois normes entrent en application le 15 décembre 2022.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IAASB - Communiqué de presse - 30 avril 2021

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE

Les nouvelles règles de TVA pour le commerce électronique

Les modifications des règles de TVA régissant le commerce en ligne transfrontière entreront en vigueur le 1er juillet 2021. ACE publie une fiche documentaire qui résume les principaux changements qui vont affecter les PME actives en commerce électronique et les façons dont les professionnels comptables peuvent apporter leur soutien aux PME dans ce domaine. La fiche documentaire précise notamment :

- ce que les professionnels comptables doivent faire,
- quels types de transactions sont affectés par les modifications des règles de TVA,
- ce que sont les ventes de marchandises à distance.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 6 mai 2021

ACE répond à la consultation de l'IESBA sur la définition d'EIP dans le Code de déontologie

ACE a mis en ligne sa réponse à la consultation de l'IESBA sur la définition des «entités cotées» et des «Entités d'Intérêt Public» (EIP) dans le Code de déontologie. ACE adhère à l'idée que l'IAASB et l'IESBA s'accordent sur une définition commune révisée du terme «entité cotée», l'objectif étant d'éviter une fragmentation supplémentaire dans l'application des normes des deux Boards. ACE ne soutient en revanche pas l'obligation qui serait faite aux cabinets de déterminer si d'autres entités doivent être considérées comme des EIP, car cela susciterait des difficultés d'application.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 5 mai 2021

Nouveau webinaire : Mobiliser le secteur public sur les questions de développement durable

Le secteur public représente près de la moitié de l'activité économique de nombreux pays développés. Il possède le potentiel de piloter le développement durable (et les questions ESG en général), via la réglementation mise en place, l'influence qu'il possède sur sa chaîne logistique et en engageant lui-même les politiques en matière d'ESG. Toutefois, dans de nombreux pays, le secteur public a été lent à relever le défi des questions ESG de façon concertée et coordonnée.

ACE organise le 3 juin 2021 de 14 h à 15 h 30, un webinaire intitulé «Force for Change: Mobilising the public sector for a sustainable economy», consacré aux moyens de mobiliser le secteur public sur les questions de durabilité. Un panel d'experts examinera la façon et les moyens suivant lesquels le secteur public pourrait plus efficacement piloter les actions de durabilité. Il tentera également d'imaginer comment une adoption plus large du reporting ESG/non financier au sein du secteur public pourrait y contribuer.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 5 mai 2021

FEDERATION EUROPEENNE DES PROFESSIONNELS COMPTABLES ET DES AUDITEURS DE PME

L'EFAA satisfaite des révisions apportées par l'IESBA à la définition des EIP

L'EFAA se félicite de la pertinence de la révision par l'IESBA des définitions des «entités cotées» et des «Entités d'Intérêt Public» (EIP) dans le Code de déontologie, ce qui améliore sa modularité, et de l'approche retenue par l'IESBA pour définir les EIP, dans la mesure où elle est conforme à l'approche de normalisation basée sur les principes et où elle permet aux autorités de réglementation locales d'affiner la définition des EIP pour mieux s'ajuster sur leurs besoins et paramètres locaux.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFAA - Communiqué de presse - 3 mai 2021

L'ACTUALITE PAR PAYS

ETUDES MONDIALES

Les Big Four toujours au top, malgré la pandémie

La revue The Accountant met en ligne les résultats de l'étude annuelle du marché professionnel mondial effectuée par International Accounting Bulletin, qui met en évidence que les Big Four continuent de conserver leur position dominante, avec plus de 74 % de parts de marché et des revenus combinés s'élevant à plus de 157 milliards de dollars en 2020. Malgré la pandémie et les évolutions réglementaires, la structure du marché reste inchangée. Chez les Big Four, les services traditionnels d'audit et de comptabilité continuent de générer de moins en moins d'honoraires : chez Deloitte, les missions de conseil dominant l'activité (61 % des honoraires totaux).

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

The Accountant – 4 mai 2021

AFRIQUE DU SUD

L'IRBA doté de prérogatives supplémentaires

Le Parlement sud-africain a adopté un amendement à la législation réglementant la profession d'audit, APA, qui dote l'IRBA de prérogatives supplémentaires nécessaires pour s'acquitter plus efficacement de ses diligences et supprimer certaines limitations contenues dans l'Auditing Profession Act de 2005. L'amendement renforce notamment les procédures d'indépendance, d'enquête et de discipline incombant à l'IRBA et lui accorde par ailleurs des pouvoirs de perquisition, de citation de témoin et de sanctions financières renforcées. Cet amendement fait suite aux multiples défaillances reprochées à la profession d'audit au cours des quatre dernières années.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

The Accountant – 4 mai 2021

L'IRBA reconduit pour un nouveau mandat à l'IFIAR

L'autorité de supervision de l'audit en Afrique du sud, Independent Regulatory Board for Auditors, IRBA, a été reconduite pour un mandat de quatre années comme membre du Board de l'IFIAR. Son président se félicite de cette reconduction, synonyme selon lui de la reconnaissance de son pouvoir d'influencer la réglementation indépendante de l'audit au niveau international, mais aussi de servir de point de référence pour ses homologues étrangers. Cette reconduction intervient à un moment crucial pour l'IRBA qui engage pour cinq ans une stratégie d'amélioration de la qualité de l'audit et de l'efficacité de la profession, et plus généralement du reporting financier et de la gouvernance.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

The Accountant - 30 avril 2021

ALLEMAGNE

La WPK opposée au projet d'élargissement des catégories d'EIP

Dans sa réponse à la consultation de l'IESBA sur la définition des «entités cotées» et des «Entités d'Intérêt Public» (EIP) dans le Code de déontologie, qui propose d'élargir la définition d'une EIP et de lui inclure un plus grand nombre de catégories d'entités, la WPK a salué le projet ainsi engagé en vue d'une uniformité accrue entre les règles du Code de déontologie et les normes internationales d'audit. Elle considère toutefois que toutes les conditions de faisabilité d'une telle initiative ne sont pas remplies car l'IESBA ne peut pas créer de définitions d'EIP ou imposer des obligations aux cabinets d'audit qui auraient la prééminence sur les règles nationales.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

WPK Newsletter - 6 mai 2021

AUSTRALIE

Comprendre les normes comptables

Le projet de recherche, «Are accounting standards understandable ?», débattu en 2020 lors du Forum de recherches sur les normes comptables organisé par l'AASB, a identifié les normes comptables comme des documents complexes qui reflètent des transactions et des circonstances économiques complexes. CPA Australia a conclu un partenariat avec l'AASB et l'Université d'Adélaïde en vue d'explorer les défis que pose la compréhension des normes comptables, ainsi que les opportunités d'améliorer leur compréhensibilité. CPA Australia invite le 27 mai 2021 toutes les personnes intéressées à rejoindre sa plateforme de Policy Think Tank, afin de partager leurs expériences et leurs recommandations en matière d'amélioration des normes comptables.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

AASB Weekly Update – 6 mai 2021

BELGIQUE

Le CSR lance un appel d'offres pour des missions dans des entreprises non EIP

Vu l'intérêt croissant porté à la mise en œuvre de contrôles de qualité des travaux des auditeurs intervenant dans des entités autres que des EIP, le CSR a lancé un appel d'offres en vue de la réalisation de contrôles de qualité et d'autres missions d'inspection parmi les auditeurs n'effectuant pas de missions de contrôle auprès d'EIP.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IRE – Communiqué d presse - 21 avril 2021

ESPAGNE

Blanchiment de capitaux : l'ICJCE présente un module de prévention

L'ICJCE met en ligne un nouvel opus de sa «Colección Ideas de Gestión», dans lequel il décrit le régime applicable en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et les obligations et diligences qui incombent consécutivement aux cabinets d'audit. Parmi les obligations à satisfaire, figurent notamment l'élaboration d'un Manuel de Prévention interne, la désignation d'un représentant devant le SEPBLAC*, la procédure de communication au SEPBLAC des opérations suspectes, l'identification et l'évaluation des risques légaux inhérents à l'activité et à la manière de fonctionner de l'entreprise, la mise en place d'un organe de contrôle et de communication.

*NdIR : le SEPBLAC est l'équivalent espagnol d TRACFIN, créé sous l'autorité de la banque centrale d'Espagne, en vue de la prévention du blanchiment de capitaux et des infractions monétaires.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ICJCE- avril 2021

ETATS-UNIS

Le PCAOB publie un nouveau Spotlight consacré aux données et à la recherche technologique

Les progrès de la technologie continuent d'affecter la nature, le calendrier et la préparation de l'information financière, et notamment les contrôles effectués par ses préparateurs sur cette information et sur la planification et la mise en œuvre des audits. Le programme stratégique du PCAOB se focalise sur l'anticipation de ces évolutions et sur les opportunités et risques correspondants. Il a ainsi établi un projet de recherche sur les données et la technologie afin d'évaluer s'il est nécessaire d'établir de nouvelles recommandations, de modifier les normes du PCAOB ou d'envisager toute autre action de réglementation. Le Spotlight publié apporte de la transparence sur ce projet de recherche.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

PCAOB – Communiqué de presse – 6 mai 2021

Tout ce que l'auditeur doit savoir sur les SPAC

Le Center for Audit Quality (CAQ) publie un ensemble de recommandations visant à assister les auditeurs et les comités d'audit qui doivent gérer des questions en lien avec les SPAC, sociétés sans activité opérationnelle, dont les titres sont émis sur un marché boursier en vue d'une acquisition ou d'une fusion, ainsi que les demandes d'introduction en bourse auxquelles elles donnent lieu, soit 300 IPO par exemple, au cours des premiers mois de 2021. Le guide du CAQ explique notamment les points à prendre en considération par l'auditeur lors de l'acceptation et de la reconduction de la mission.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Journal of Accountancy – 4 mai 2021

Le CFA Institute lance le premier certificat mondial en investissements ESG

Le CFA Institute, association internationale de professionnels de l'investissement, annonce son intention d'initier un nouveau certificat en investissements ESG, qui permettra aux professionnels de l'investissement d'analyser et d'intégrer les questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) dans leurs pratiques quotidiennes. Le programme de formation fournira les connaissances et les compétences de référence dont doivent disposer les professionnels de l'investissement afin d'intégrer les facteurs ESG dans leur processus d'investissement. Le «Certificate in ESG Investing» a été élaboré par la CFA Society du Royaume-Uni et est conforme aux principes d'investissements responsables des Nations Unies.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

CFA Institute - Communiqué de presse - 15 mars 2021

ROYAUME-UNI

Le CCAB étudie les diligences des professionnels en matière de lutte contre le blanchiment

Le CCAB a mandaté une agence indépendante, Yonder (anciennement Populus), pour enquêter entre mai et septembre 2020 et recueillir le point de vue de ses membres sur les contrôles qu'ils sont tenus d'effectuer dans le cadre de leurs responsabilités anti-blanchiment.

L'enquête présente plusieurs conclusions clés :

- les professionnels sont très largement au courant des dernières réglementations en matière de lutte contre le blanchiment, sauf une petite minorité qui ignore celles datant de moins de deux ans ;
- les professionnels considèrent qu'ils comprennent bien les réglementations applicables ;
- 81% considèrent que les procédures KYC (Know Your client), qui consistent à vérifier l'identité des clients et à s'assurer qu'ils sont en conformité avec les règles anti-blanchiment en vigueur, ont une importance cruciale ;
- près de la moitié ont déjà fait une déclaration de soupçon (Suspicious Activity Report, SAR).

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

CCAB – Communiqué de presse - 3 mars 2021

EVENEMENTS ET CONFERENCES

Webinaire organisé par Accountancy Europe .:

Le 3 juin 2021, sur les moyens de mobiliser le secteur public sur les questions de durabilité (Force for Change: Mobilising the public sector for a sustainable economy)

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)